



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Projet de PLU de la commune de Hardricourt, arrêté le 15 décembre 2016

AVIS de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) des Yvelines, en date du 31 mars 2017

Adopté à l'unanimité

Commission présidée par monsieur Stéphane FLAHAUT, adjoint au directeur départemental des territoires et représentant monsieur le préfet

- 1) La CDPENAF note un écart entre les objectifs de construction définis à l'échelle de son PLU et ceux rapportés par la commune en séance.
- 2) La CDPENAF demande de clarifier les projets et leurs objectifs quantifiés sur l'ensemble du document et notamment sur les emplacements réservés.
- 3) La CDPENAF demande que les dents creuses soient systématiquement mobilisées en priorité, afin d'adapter l'ouverture des OAP dans le temps et ainsi favoriser la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.
- 4) La CDPENAF estime que l'urbanisation prévue sur le coteau par l'OAP1 pose question, eu égard au relief, aux accès à ce jour inadaptés, à la présence de zones humides et de carrières, et à l'objectif faible de logements sociaux qui imposera de nouvelles consommations d'espace pour respecter les obligations de la loi SRU. Elle demande de réduire le projet au plus près de la zone UB et d'apporter des prescriptions de densité conformes au SDRIF.
- 5) La CDPENAF recommande qu'une étude préalable soit réalisée sur les OAP 1 et 3 pour permettre la délimitation et la caractérisation plus précise des zones humides potentielles.
- 6) La CDPENAF remarque que les parcelles agricoles situées au Nord-Est du bourg, soit environ 4 ha, sont classées en zone N (secteurs Les petits prés, Les Marais et Les Franchises). La CDPENAF demande leur reclassement en zone A conformément à leur usage agricole actuel.
- 7) Concernant les possibilités d'annexes des constructions à usage d'habitation existantes en zone A, le règlement doit être complété pour préciser la zone d'implantation telles que prévues à l'article L151-12 du code de l'urbanisme. La CDPENAF suggère de n'autoriser qu'une seule annexe par construction existante.

L'adjoint au directeur départemental des territoires

Stéphane FLAHAUT